

APPLICATION 81

Engagements de retraite et autres avantages assimilés

- Age à la date d'embauche du salarié Alpha = 25 ans
- Date de départ à la retraite = 60 ans
- Date d'embauche : 01/01/N
- Salaire moyen actuel calculé sur les 12 derniers mois de service au 31/12/N : 2 000 000 F
- Taux de progression des salaires : 5%
- Taux d'intérêt de l'emprunt obligataire émis par l'Etat (taux d'actualisation) : 5,85%
- Probabilité de présence : 98,31%
- Probabilité de survie selon la table de mortalité : 79%
- Taux de charges fiscales et sociales : 10%.

La convention collective stipule qu'à la date de départ à la retraite, le salarié bénéficiera de 40 % du salaire moyen calculé sur les 12 derniers mois.

1. Calcul de la valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N

- Indemnité future = $2\,000\,000 (1,05)^{34} \times 40\% \times (1/35) = 120\,077 \text{ F}$
- Ancienneté actuelle / ancienneté totale = $1 / 35$
- Probabilité d'atteinte d'âge de la retraite = $(0,9831) \times (0,79) = 0,77$
- Facteur d'actualisation = $(1,0585)^{-34}$
- Valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N :
$$= [(2\,000\,000) (1,05)^{34} \times 40\% \times 1/35] \times 0,77 \times (1,0585)^{-34} \times (1,1) = 14\,718 \text{ F.}$$

2. Comptabilisation de la valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N d'une valeur de 14 718 F

A la clôture de l'exercice N, l'écriture suivante sera passée :

6911		<div style="text-align: center;">31/12/N</div> <div style="border: 1px solid black; padding: 5px;"> Dotations aux provisions d'exploitation pour risques et charges Provisions pour pensions et obligations similaires – engagement de retraite </div>	14 718	
	1961			14 718

3. Calcul de la valeur actuelle de l'obligation au 31 /12/ N+1

- Rappel du mode de calcul de la valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N :

$$= [(2\,000\,000) (1,05)^{34} \times 40\% \times 1/35] \times 0,77 \times (1,0585)^{-34} \times (1,1) = 14\,718 \text{ F}$$
- Valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N+1

$$= [(2\,000\,000 \times 1,05) (1,05)^{33} \times 40\% \times 2/35] \times 0,77 \times (1,0585)^{-33} \times (1,1) = 31\,158,2$$

$$\approx 31\,158 \text{ F}$$

4. Calcul de la variation de l'obligation et de ses composantes au 31/12/N+1 (en l'absence de changement d'hypothèse actuarielle)

- Variation de l'obligation = $31\,158 - 14\,718 = 16\,440 \text{ F}$
- Composante de la variation de l'obligation :

✓ **Le coût des services rendus au cours de l'exercice**

$$= [(2\,000\,000 \times 1,05) (1,05)^{33} \times 40\% \times 1/35] \times 0,77 \times (1,0585)^{-33} \times (1,1) = 15\,579,12$$

$\approx 15\,579 \text{ F.}$

✓ **Le coût financier** = $14\,718 \times 5,85\% = 861,003 \approx 861 \text{ F}$

Vérification de la variation de l'obligation = $31\,158 - 14\,718 = 16\,440 \text{ F}$

$$= 15\,579 + 861 = 16\,440 \text{ F.}$$

5. Comptabilisation de la variation de la valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N+1 d'une valeur de 16 440 F

A la clôture de l'exercice N+1, l'écriture suivante sera passée :

		31/12/N+1		
6911		Dotations aux provisions d'exploitation pour risques et charges	15 579	
6971		Dotations aux provisions financières pour risques et charges	861	
	1961	Provisions pour pensions et obligations similaires – engagement de retraite		16 440

APPLICATION 82

Ecart actuariel

Valeur actuelle de l'obligation au 31 /12/ N = 14 718 F.

Le coût des services rendus au cours de l'exercice N+1 = 15 579 F.

Le coût financier = 861 F.

Valeur actuelle de l'obligation attendue au 31/12/N+1= 31 158 F

$$[(2\,000\,000 \times 1,05) (1,05)^{33} \times 40\% \times 2/35] \times 0,77 \times (1,0585)^{-33} \times (1,1) = 31\,158.$$

Le taux d'actualisation est passé de 5,85% à 6%.

1. Valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N+1 avec un taux d'actualisation de 6%

$$[(2\,000\,000 \times 1,05) (1,05)^{33} \times 40\% \times 2/35] \times 0,77 \times (1,06)^{-33} \times (1,1) = 29\,736.$$

2. Calcul de l'écart actuariel

Valeur actuelle de l'obligation au 31 /12/ N	: 14 718 F.
Coût des services rendus au cours de l'exercice N+1	: + 15 579 F.
Coût financier	: + 861 F.
Valeur actuelle de l'obligation attendue au 31/12/N+1	= 31 158 F
Valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N+1 (taux d'actualisation de 6%) :	- 29 736 F.
Ecart actuariel (31 158 – 29 736)	= 1 422 F.

L'écart actuariel correspond ici à un gain actuariel.

Il est aussi possible de déterminer l'écart actuariel de la façon suivante :

Valeur actuelle de l'obligation au 31/12/N+1 (taux d'actualisation de 6%) :	29 736 F.
Valeur actuelle de l'obligation au 31 /12/ N	: - 14 718 F.
Variation de l'obligation au 31/12/N+1	= 15 018 F.
Coût des services rendus au cours de l'exercice N+1	: - 15 579 F.
Coût financier	: - 861 F.
Ecart actuariel :	= - 1 422 F.

☞ **Remarque :** Dans cette approche, le signe (-) traduit un gain actuariel.

3. Comptabilisation de l'écart actuariel

1961		31/12/N+1		1 422	
		Provisions pour pensions et obligations similaires – engagement de retraite			
	7971	Reprises de provisions financières pour risques et charges			1 422
		(Pour gain actuariel)			

APPLICATION 83

Régimes couverts par des actifs

Pour assurer la couverture de son engagement de retraite, une entité souscrit à une police d'assurance le 31 décembre N. La prime annuelle d'assurance versée par chèque bancaire au 31/12/N est de 10 000. A la clôture de l'exercice N, la valeur actuelle de l'obligation relative aux indemnités de départ à la retraite s'élève à 14 718 F.

A la date de départ à la retraite au 31/12/N+34 :

- valeur actuelle de l'obligation = 4 202 678 ;
- valeur actuelle des primes d'assurances versées = 3 200 000.

Le 1^{er} janvier N+35, la compagnie d'assurance effectue directement sur le compte du salarié (personnel local) un virement bancaire d'une valeur de 3 200 000 au titre des indemnités de départ à la retraite et l'entité lui verse le complément par chèque bancaire.

1. Principes

Lorsqu'une entité fait le choix de couvrir son engagement de retraite par une police d'assurance ou des actifs. L'obligation juridique ou implicite de l'entité de combler ou pas le paiement des indemnités de fin de carrière au personnel détermine le mode de comptabilisation.

- Lorsqu'un contrat d'assurance est souscrit au nom d'un participant ou d'un groupe de participants au régime et que l'entité n'a pas d'obligation juridique ou implicite de combler les pertes sur le contrat, elle n'a pas l'obligation de payer les prestations aux membres du personnel, le paiement de celles-ci relevant de la seule responsabilité de l'assureur. Le paiement de primes fixes en application d'un tel contrat correspond en substance au règlement de l'obligation au titre des avantages du personnel et non à un placement pour satisfaire à cette obligation. En conséquence, l'entité n'a plus ni actif, ni passif. Il convient d'enregistrer les cotisations au débit du compte **6686 Assurances retraite et fonds de pension** par le crédit du compte **4332 Assurances retraite et fonds de pension**.
- Lorsque l'entité finance ses obligations d'indemnités de fin de carrière par la souscription d'un contrat d'assurance ou d'un fonds de pension selon lequel elle conserve une obligation juridique ou implicite (directement, ou encore indirectement du fait du régime, à cause du mécanisme d'établissement des primes futures ou du fait que l'assureur est une partie liée). L'une des deux méthodes de comptabilisation peut être retenue :

METHODE 1 : L'entité peut comptabiliser les cotisations et les primes versées au fonds de retraite **au débit du compte 6686 Assurances de retraite et fonds de pension**. En contrepartie, la provision pour retraite (compte principal **196 Provisions pour pensions et obligations similaires**) est reprise pour ne faire apparaître au bilan que le montant de l'engagement non couvert. De façon pratique, la provision pour retraite est comptabilisée à concurrence du montant de l'engagement non couvert.

Par ailleurs, à la date de départ à la retraite, les versements des retraites aux salariés effectués directement par l'entité sont comptabilisés de la façon suivante :

- le compte 6618 ou 6628 « Autres rémunérations directes » est débité par le crédit d'un compte de dette envers les salariés ou d'un compte de trésorerie ;
- en contrepartie d'une reprise de la provision pour retraite.

METHODE 2 : les primes versées au fonds ou à l'assurance sont assimilées à un actif

Dans ce cas, il convient :

- d'enregistrer son droit à remboursement en tant qu'actif distinct : les versements au débit du compte **1962 Actif régime de retraite** par le crédit du compte de **Trésorerie** ;
- à la clôture de l'exercice, il faut procéder à une dotation aux provisions au débit des **comptes 6911 et 6971** par le crédit du compte **1961 Provisions pour pensions et obligations similaires-engagement de retraite**, pour le montant global des engagements ;
- lors du paiement des prestations aux bénéficiaires directement par le fonds ou l'assurance, la provision devient sans objet et le compte **1961 Provisions pour pensions et obligations similaires-engagement de retraite** est repris par le compte **7911 Reprises de provisions**. Ensuite, le compte **6618 Autres rémunérations directes** est débité par le crédit du compte **1962 Actif régime de retraite** du montant des versements effectués ;
- Mais lorsque le fonds de pension ou l'assurance verse le montant des prestations plutôt à l'entité, il convient de passer les écritures suivantes :
 - lors du versement des prestations à l'entité, le compte de trésorerie est débité par le crédit du compte **1962 Actif régime de retraite**. Le compte **1961 Provisions pour pensions et obligations similaires-engagement de retraite** devenu sans objet est repris par le compte **7911 Reprises de provisions** ;
 - ensuite, lorsque l'entité reverse au personnel les prestations reçues du fonds de pension ou de l'assurance, le compte **6618 Autres rémunérations directes** est débité par le crédit d'un compte de trésorerie ou du compte personnel.

METHODE 1 : les primes versées au fonds ou à l'assurance sont comptabilisées en charges

✓ Au titre de l'exercice N :

6686	521	31/12/N Assurance retraite et fonds de pensions	10 000	
		Banques (Versement des primes à l'assurance)		10 000
6911	1961	31/12/N Dotations aux provisions d'exploitation pour risques et charges (14 718 – 10 000)	4 718	
		Provisions pour pensions et obligations similaires-engagement de retraite (Complément d'engagement de retraite à la clôture)		4 718

✓ Au titre de l'exercice N+35

6618	521	01/01/N+35 Autres rémunérations directes (4 202 678 – 3 200 000)	1 002 678	
		Banques (Complément d'indemnités de départ à la retraite réglé par l'entité)		1 002 678
1961	7911	31/12/N+35 Provisions pour pensions et obligations similaires – engagement de retraite	1 002 678	
		Reprises de provisions d'exploitation pour risques et charges (Reprises de provisions)		1 002 678

• **METHODE 2 : les primes versées au fonds ou à l'assurance sont assimilées à un actif**

✓ Au titre de l'exercice N :

1962	521	31/12/N Provisions pour pensions et obligations similaires – Actif de régime de retraite	10 000	
		Banques (Versement des primes à l'assurance)		10 000
6911	1961	d° Dotations aux provisions d'exploitation pour risques et charges	14 718	
		Provisions pour pensions et obligations similaires – engagement de retraite (Complément d'engagement de retraite à la clôture)		14 718

✓ Au titre de l'exercice N+35

- Prestations versées directement aux bénéficiaires par le fonds ou l'assurance

Lors du versement des fonds par l'assurance au salarié et du complément d'indemnités réglé par l'entité :

6618	01/01/N+35		4 202 678	
		Autres rémunérations directes		
	1962	Provisions pour pensions - Actif de régime de retraite		3 200 000
	521	Banques		1 002 678

A la clôture de l'exercice N+35

1961	31/12/N+35		4 202 678	
		Provisions pour pensions et obligations similaires – engagement de retraite		
	7911	Reprises de provisions (Reprises de provisions)		4 202 678

- le fonds de pension ou l'assurance verse le montant des prestations plutôt à l'entité

521	01/01/N+35		3 200 000	
		Banques		
	1962	Actif de régime de retraite (Lors du versement des fonds par l'assurance à l'entité) d°		3 200 000
6618			4 202 678	
		Autres rémunérations directes		
	521	Banques (Indemnités de départ à la retraite réglé par l'entité)		4 202 678

1961	31/12/N+35		4 202 678	
		Provisions pour pensions et obligations similaires – engagement de retraite		
	7911	Reprises de provisions (Reprises de provisions)		4 202 678